



Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz  
Rue de l'Industrie 26-38  
1040 Bruxelles  
Tél. : 02/289.76.11  
Fax : 02/289.76.09

## COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTICITE ET DU GAZ

### **DECISION**

**(B)091222-CDC-933**

relative à la

*« demande d'approbation de la proposition de la S.A. Elia System Operator relative aux règles pour l'allocation intrajournalière de capacité sur les interconnexions Pays-Bas-Belgique (règles INB) et France-Belgique (règles IFB) »*

prise en application de l'article 180, §2 et de l'article 183, §2 de l'arrêté royal du 19 décembre 2002 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport de l'électricité et l'accès à celui-ci

22 décembre 2009

# INTRODUCTION

LA COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ (ci-après la CREG) examine ci-après, sur base de l'article 180, §2 et de l'article 183, §2 de l'arrêté royal du 19 décembre 2002 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport de l'électricité et l'accès à celui-ci (ci-après : le règlement technique), la proposition de la S.A. Elia System Operator (ci-après : Elia) relative aux règles pour l'allocation intrajournalière de capacité sur l'interconnexion Pays-Bas-Belgique (ci-après : les règles INB) et sur l'interconnexion France-Belgique (ci-après : les règles IFB).

L'article 180, §2, du règlement technique prévoit que les méthodes de gestion de la congestion, ainsi que les règles de sécurité, sont notifiées pour approbation à la CREG par le gestionnaire du réseau.

L'article 183, §2, du règlement technique prévoit que les méthodes d'allocation aux responsables de l'accès de la capacité disponible pour les échanges d'énergie avec les réseaux étrangers, sont notifiées pour approbation à la CREG par le gestionnaire du réseau.

Le 4 mai 2009, la CREG a reçu une lettre d'Elia, datée du 30 avril 2009, lui demandant d'approuver les règles d'allocation de la capacité intrajournalière aux interconnexions Pays-Bas-Belgique et France-Belgique. La lettre comprenait en annexe les règles d'enchères INB adaptées en néerlandais (version avec et sans « track changes ») et les règles d'enchères IFB adaptées en français (version avec et sans « track changes »). Ces règles intrajournalières ne tenaient toutefois pas compte des développements et des adaptations textuelles apportés aux règles d'enchères CWE harmonisées.

Le 27 novembre 2009, la CREG a néanmoins reçu une lettre d'Elia, datée du 25 novembre 2009, par laquelle une nouvelle proposition de règles INB et de règles IFB était introduite. Dans son courrier joint, Elia indiquait que, « notamment à la demande de la CREG, les propositions avaient été adaptées en fonction de la décision de la CREG d'approbation des règles d'enchères CWE harmonisées (décision (B)090917-CDC-899). A cet égard, une harmonisation maximale a été visée ».

Les textes joints à la lettre d'Elia, datée du 25 novembre 2009, remplacent ceux introduits par lettre du 30 avril 2009. Ce sont dès lors ces règles qui font l'objet de la présente décision.

La présente décision est organisée en quatre parties. La première partie est consacrée au cadre légal. La deuxième partie expose les antécédents de la décision. La troisième partie analyse la proposition de règles INB et IFB. La quatrième partie comporte la décision en tant que telle.

Une copie de la proposition de règles INB et IFB modifiées est jointe en annexe à la présente décision.

La présente décision a été adoptée par le Comité de direction de la CREG en sa séance du 22 décembre 2009.

# **I. CADRE LEGAL**

## **I.1. Directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 96/92/CE.**

1. La directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 96/92/CE (ci-après : directive 2003/54/CE) prévoit en son article 9.e) une obligation générale selon laquelle le gestionnaire de réseau est tenu de garantir la non-discrimination entre utilisateurs ou catégories d'utilisateurs du réseau, notamment en faveur de ses entreprises liées.

La directive 2003/54/CE insiste particulièrement sur le principe de l'accès non discriminatoire au réseau de transport en son article 20.1 qui dispose que les Etats membres veillent à ce que soit mis en place, pour tous les clients éligibles, un système d'accès des tiers aux réseaux de transport et de distribution. Ce système, fondé sur des tarifs publiés, doit être appliqué objectivement et sans discrimination entre les utilisateurs du réseau.

L'article 20.2 de la directive 2003/54/CE précise notamment que le gestionnaire de réseau de transport peut refuser l'accès s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire.

L'article 23.1.a), de la directive 2003/54/CE concerne les autorités de régulation et prévoit qu'elles doivent au minimum être chargées d'assurer la non-discrimination, une concurrence effective et le fonctionnement efficace du marché en ce qui concerne les règles relatives à la gestion et à l'attribution de la capacité d'interconnexion, en concertation avec les autorités des Etats membres avec lesquels il existe des interconnexions.

## **I.2. Le règlement (CE) n° 1228/2003 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 sur les conditions d'accès au réseau pour les échanges transfrontaliers d'électricité**

2. La CREG rappelle qu'aux termes de l'article 249 du traité instituant la Communauté européenne, le règlement n° 1228/2003 a une portée générale, est obligatoire dans tous ses éléments et est directement applicable dans tout Etat membre.

3. L'article 5.2 stipule que les normes de planification, d'exploitation et de sécurité appliquées par les gestionnaires de réseau de transport doivent être approuvées et rendues publiques. L'information publiée inclut aussi un plan général pour le calcul de la capacité totale de transfert et de la marge de fiabilité du transport à partir des caractéristiques électriques et physiques du réseau.

4. L'article 6.1 précise que les problèmes de congestion du réseau sont traités par des solutions non discriminatoires, basées sur le marché et qui donnent des signaux économiques efficaces aux opérateurs du marché et aux gestionnaires de réseaux de transport concernés.

5. L'article 6.2 du règlement n° 1228/2003 stipule que les procédures de restriction des transactions ne sont utilisées que dans des situations d'urgence où le gestionnaire de réseau de transport doit agir de façon expéditive et où le rappel ou les échanges de contrepartie ne sont pas possibles, et que sauf cas de force majeure, les opérateurs du marché auxquels a été attribuée une capacité sont indemnisés pour toute restriction.

6. L'article 6.3 prévoit que la capacité maximale des interconnexions et/ou des réseaux de transport ayant une incidence sur les flux transfrontaliers est mise à la disposition des opérateurs du marché, dans le respect des normes de sécurité de l'exploitation sûre du réseau.

7. L'article 6.4 concerne l'horaire des nominations et la réattribution des capacités non utilisées. Il prévoit que les opérateurs du marché préviennent les gestionnaires de réseaux de transport concernés, suffisamment longtemps avant le début de la période d'activité visée, de leur intention d'utiliser ou non la capacité attribuée. Toute capacité attribuée non

utilisée est réattribuée au marché selon une procédure ouverte, transparente et non discriminatoire.

8. L'article 6.5 du règlement n° 1228/2003 prévoit que dans la mesure où c'est techniquement possible, les gestionnaires de réseaux de transport compensent les demandes de capacité de tout flux d'énergie dans la direction opposée sur la ligne d'interconnexion encombrée afin d'utiliser cette ligne à sa capacité maximale.

### **I.3. Les nouvelles « Orientations pour la gestion et l'attribution de la capacité de transfert disponible des interconnexions entre réseaux nationaux »**

9. La Commission européenne, faisant application de l'article 8(4) du règlement n° 1228/2003, a entrepris de procéder à la modification de l'annexe du même règlement n° 1228/2003 relative aux orientations pour la gestion et l'attribution de la capacité de transfert disponible des interconnexions entre réseaux nationaux<sup>1</sup>. Une nouvelle version de l'annexe est ainsi entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2006 (ci-après : les nouvelles orientations).

Les dispositions de ces nouvelles orientations, pertinentes pour la présente décision, sont fournies ci-après.

#### **1. GENERALITES**

[...]

*Les méthodes de gestion de la congestion fournissent des signaux économiques efficaces aux opérateurs du marché et aux GRT, favorisent la concurrence et sont susceptibles d'une application à l'échelon régional et communautaire.*

[...]

*1.7. Pour déterminer les portions de réseau concernées dans lesquelles et entre lesquelles la gestion de la congestion doit s'appliquer, les gestionnaires de réseau de transport se*

---

<sup>1</sup> Voir décision de la Commission du 9 novembre 2006 portant modification de l'annexe du règlement (CE) n° 1228/2003 sur les conditions d'accès au réseau pour les échanges transfrontaliers d'électricité, Journal officiel des CE, n° L 312 du 11 novembre 2006, p. 59.

*fondent sur les principes du meilleur rapport coût-efficacité et de la réduction maximale des incidences négatives sur le marché intérieur de l'électricité. Ainsi, les gestionnaires de réseau de transport ne doivent pas limiter la capacité d'interconnexion pour résoudre un problème de congestion situé à l'intérieur de leur propre zone de contrôle, sauf pour les raisons prévues ci-dessus et pour des raisons de sécurité opérationnelle. Si cette situation se produit, les gestionnaires de réseau de transport la décrivent et la présentent en toute transparence à l'ensemble des utilisateurs. Cette situation ne peut être tolérée que jusqu'à ce qu'une solution à long terme soit trouvée. Les gestionnaires de réseau de transport décrivent et présentent en toute transparence à l'ensemble des utilisateurs la méthodologie et les projets permettant de réaliser la solution à long terme.*

*[...]*

*1.9. Au plus tard le 1er janvier 2008, des mécanismes de gestion intrajournalière de la congestion des capacités d'interconnexion sont établis d'une manière coordonnée et dans des conditions de fonctionnement sûres, de manière à maximaliser les possibilités d'échanges et à assurer l'équilibrage transfrontalier.*

*1.10. Les autorités de régulation nationales évaluent régulièrement les méthodes de gestion de la congestion, en veillant notamment au respect des principes et des règles établis dans le présent règlement et les présentes orientations, ainsi que des modalités et conditions fixées par les autorités de régulation elles-mêmes en vertu de ces principes et de ces règles. Cette évaluation comprend une consultation de tous les acteurs du marché ainsi que des études spécialisées.*

## **2. METHODES DE GESTION DE LA CONGESTION**

*Les méthodes de gestion de la congestion sont fondées sur les mécanismes du marché, de manière à favoriser un commerce transfrontalier efficace. À cet effet, les capacités sont attribuées uniquement sous la forme de ventes aux enchères explicites (capacités) ou implicites (capacités et énergie). Les deux méthodes peuvent coexister pour la même interconnexion. Pour les échanges intrajournaliers, un régime de continuité peut être appliqué.*

*2.2. Selon la situation de concurrence, les mécanismes de gestion de la congestion doivent pouvoir à l'attribution des capacités de transport tant à long qu'à court terme.*

*2.3. Chaque procédure d'attribution de capacités attribue une fraction prescrite de la capacité d'interconnexion disponible, plus toute capacité restante qui n'a pas été attribuée précédemment et toute capacité libérée par les détenteurs de capacités ayant bénéficié*

*d'attributions antérieures.*

*2.4. Les gestionnaires de réseau de transport optimisent le degré de fermeté des capacités, en tenant compte des obligations et des droits des gestionnaires de réseau de transport concernés et des obligations et des droits des opérateurs du marché, afin de favoriser une concurrence effective et efficace. Une fraction raisonnable des capacités peut être proposée au marché à un degré de fermeté moindre, mais à tout moment les conditions précises pour le transport par les lignes transfrontalières sont portées à la connaissance des opérateurs du marché.*

*[...]*

*2.6. Les GRT définissent une structure appropriée pour l'attribution des capacités selon les échéances. Cette structure peut comprendre une option permettant de réserver un pourcentage minimal de capacité d'interconnexion pour une attribution journalière ou intrajournalière. Cette structure d'attribution est soumise à l'appréciation des autorités de régulation concernées. Pour élaborer leurs propositions, les GRT tiennent compte :*

- a) des caractéristiques des marchés ;*
- b) des conditions opérationnelles, telles que les conséquences d'une comptabilisation nette des opérations fermement programmées ;*
- c) du degré d'harmonisation des pourcentages et des délais adoptés pour les différents mécanismes d'attribution de capacités en vigueur.*

*2.7. L'attribution de capacités ne doit pas produire de discrimination entre les opérateurs du marché qui souhaitent exercer leur droit de recourir à des contrats d'approvisionnement bilatéraux ou de soumettre des offres sur des bourses de l'électricité. Les offres présentant la valeur la plus élevée, qu'elles soient formulées implicitement ou explicitement dans un délai donné, sont retenues.*

*2.8. Dans les régions où les marchés financiers de l'électricité à terme sont bien développés et ont montré leur efficacité, toute la capacité d'interconnexion peut être attribuée sous la forme de ventes aux enchères implicites.*

*[...]*

*2.10. En principe, tous les opérateurs potentiels du marché sont autorisés à participer sans restriction au processus d'attribution. Pour éviter l'apparition ou l'aggravation de problèmes*



*liés à l'utilisation éventuelle d'une position dominante par un acteur quelconque du marché, les autorités compétentes en matière de régulation et/ou de concurrence, selon le cas, peuvent imposer des restrictions en général ou à une société en particulier en raison d'une position dominante sur le marché.*

*2.11. Les opérateurs du marché communiquent aux GRT leurs demandes fermes de réservation de capacités avant une date définie pour chaque échéance. La date est fixée de manière à permettre aux GRT de réaffecter les capacités inutilisées dans l'optique d'une nouvelle attribution lors de l'échéance suivante, y compris les sessions intrajournalières.*

*2.12. Les capacités peuvent faire l'objet d'échanges sur le marché secondaire, à condition que le GRT soit informé suffisamment à l'avance. Lorsqu'un GRT refuse un échange (transaction) secondaire, il doit notifier et expliquer clairement et d'une manière transparente ce refus à tous les opérateurs du marché et en informer l'autorité de régulation.*

*2.13. Les conséquences financières d'un manquement aux obligations liées à l'attribution de capacités sont à la charge des responsables de la défaillance. Lorsque les opérateurs du marché n'utilisent pas les capacités qu'ils se sont engagés à utiliser ou, dans le cas de capacités ayant fait l'objet d'une vente aux enchères explicite, ne procèdent pas à des échanges sur le marché secondaire ou ne restituent pas les capacités en temps voulu, ils perdent leurs droits d'utilisation de ces capacités et sont redevables d'un défraiement reflétant les coûts. Ce défraiement éventuel en cas de non-utilisation de capacités doit être justifié et proportionné. De même, si un GRT ne respecte pas son obligation, il est tenu d'indemniser l'opérateur du marché pour la perte des droits d'utilisation de capacités. Aucun préjudice indirect n'est pris en compte à cet effet. Les concepts et les méthodes de base permettant de déterminer les responsabilités en cas de manquement à des obligations sont définis au préalable en ce qui concerne les conséquences financières et sont soumis à l'appréciation de la ou des autorités de régulation nationales compétentes.*

### **3. COORDINATION**

*3.1. L'attribution de capacités au niveau d'une interconnexion est coordonnée et mise en œuvre par les GRT concernés en faisant appel à des procédures d'attribution communes. Dans l'hypothèse où des échanges commerciaux entre deux pays (GRT) risquent de modifier sensiblement les conditions des flux physiques dans un pays tiers (GRT), les*

*méthodes de gestion de la congestion sont coordonnées entre tous les GRT concernés en faisant appel à une procédure commune de gestion de la congestion. Les autorités de régulation nationales et les GRT veillent à ce qu'aucune procédure de gestion de la congestion ayant des répercussions importantes sur les flux physiques d'électricité dans d'autres réseaux ne soit élaborée unilatéralement.*

*3.2. Au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2007, une méthode et une procédure communes de gestion coordonnée de la congestion sont appliquées au minimum pour les attributions de capacités ayant leur échéance à un an, à un mois et à un jour entre les pays appartenant aux régions suivantes :*

- a) Europe du Nord (Danemark, Suède, Finlande, Allemagne et Pologne) ;*
- b) Europe du Nord-ouest (Benelux, Allemagne et France) ;*
- c) Italie (Italie, France, Allemagne, Autriche, Slovaquie et Grèce) ;*
- d) Europe centrale et orientale (Allemagne, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Autriche et Slovaquie) ;*
- e) Europe du Sud-ouest (Espagne, Portugal et France) ;*
- f) Royaume-Uni, Irlande et France ;*
- g) États baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie).*

*Dans le cas d'une interconnexion impliquant des pays qui appartiennent à plusieurs régions, une méthode différente de gestion de la congestion peut être appliquée dans un souci de compatibilité avec les méthodes appliquées dans les autres régions. En pareil cas, il appartient aux GRT concernés de proposer la méthode à soumettre à l'appréciation des autorités de régulation concernées.*

*[...]*

*3.4. Des procédures de gestion de la congestion compatibles sont définies dans ces sept régions en vue de constituer un marché européen intérieur de l'électricité véritablement intégré. Les opérateurs du marché ne sont pas confrontés à des systèmes régionaux incompatibles.*

*3.5. En vue de favoriser un commerce transfrontalier et une concurrence équitables et efficaces, la coordination entre les GRT à l'intérieur des régions énumérées au point 3.2 ci-*

*dessus porte sur toutes les étapes du processus, depuis le calcul des capacités et l'optimisation de l'attribution jusqu'à l'exploitation sûre du réseau, avec une répartition précise des responsabilités. Cette coordination comprend notamment :*

- a) l'utilisation d'un modèle de transport commun permettant de gérer efficacement les flux de bouclage physiques interdépendants et tenant compte des écarts entre les flux physiques et les flux commerciaux ;*
- b) l'attribution et la réservation de capacités dans l'optique d'une gestion efficace des flux de bouclage physiques interdépendants ;*
- c) des obligations identiques, pour les détenteurs de capacités, en matière de fourniture d'informations sur l'utilisation qu'ils projettent de faire des capacités qui leur sont attribuées, c'est-à-dire la réservation des capacités (pour les ventes aux enchères explicites) ;*
- d) des échéances et des dates de clôture identiques ;*
- e) une structure identique pour l'attribution des capacités entre les différentes échéances (à 1 jour, à 3 heures, à 1 semaine, etc.) et en termes de blocs de capacité vendus (quantité d'électricité exprimée en MW, MWh, etc.) ;*
- f) un cadre contractuel cohérent avec les opérateurs du marché ;*
- g) la vérification des flux pour assurer le respect des exigences de sécurité du réseau à des fins de planification opérationnelle et d'exploitation en temps réel ;*
- h) le traitement comptable et la liquidation des mesures de gestion de la congestion.*

*[...]*

#### **4. CALENDRIER DES OPERATIONS SUR LE MARCHE**

*4.1. L'attribution des capacités de transport disponibles se fait suffisamment à l'avance. Avant chaque attribution, les GRT concernés publient conjointement les capacités à attribuer, en tenant compte, le cas échéant, des capacités libérées par rapport à d'éventuels droits d'utilisation fermes des capacités de transport et, s'il y a lieu, des réservations nettes qui s'y rapportent, ainsi que toute période au cours de laquelle les capacités seront réduites ou indisponibles (pour des raisons d'entretien, par exemple).*

*4.2. La sécurité du réseau étant pleinement prise en considération, la réservation des droits de transport s'effectue suffisamment à l'avance, avant les sessions à un jour sur tous les marchés organisés concernés et avant la publication des capacités à attribuer au titre du mécanisme d'attribution à un jour ou intrajournalière. Les demandes de réservation de droits de transport dans la direction opposée sont comptabilisées sur une base nette de manière à*

*assurer une utilisation efficace de l'interconnexion.*

*4.3. Les attributions intrajournalières successives des capacités de transport disponibles pour le jour J s'effectuent les jours J-1 et J, après la publication des programmes de production indicatifs ou réels à un jour.*

*[...]*

## **5. TRANSPARENCE**

*5.1. Les GRT publient toutes les données utiles se rapportant à la disponibilité, à l'accessibilité et à l'utilisation du réseau, comprenant un rapport sur les lieux et les causes de congestion, les méthodes appliquées pour gérer la congestion et les projets concernant sa gestion future.*

*5.2. Les gestionnaires de réseau de transport publient une description générale de la méthode de gestion de la congestion appliquée dans différentes circonstances pour maximiser la capacité disponible sur le marché, ainsi qu'un plan général de calcul de la capacité d'interconnexion pour les différentes échéances, basé sur les réalités électriques et physiques du réseau. Ce plan est soumis à l'appréciation des autorités de régulation des États membres concernés.*

*5.3. Les GRT décrivent en détail et mettent d'une manière transparente à la disposition de tous les utilisateurs potentiels du réseau les procédures en usage en matière de gestion de la congestion et d'attribution des capacités, ainsi que les délais et les procédures de demande de capacités, une description des produits proposés et des droits et obligations des GRT et de l'opérateur qui obtient la capacité, y compris les responsabilités en cas de manquement aux obligations.*

*[...]*

*5.5. Les GRT publient toutes les données utiles concernant les échanges transfrontaliers sur la base des meilleures prévisions possible. Pour assurer le respect de cette obligation, les opérateurs du marché concernés communiquent aux GRT toutes les données utiles. La façon dont ces informations sont publiées est soumise à l'appréciation des autorités de régulation. Les GRT publient au moins :*

*a) chaque année : des informations sur l'évolution à long terme de l'infrastructure de transport et son incidence sur la capacité de transport transfrontalier ;*

*b) chaque mois : les prévisions à un mois et à un an des capacités de transport à la*

*disposition du marché, en tenant compte de toutes les informations utiles dont le GRT dispose au moment du calcul des prévisions (par exemple, l'effet des saisons sur la capacité des lignes, les activités d'entretien sur le réseau, la disponibilité des unités de production, etc.) ;*

*c) chaque semaine : les prévisions à une semaine des capacités de transport à la disposition du marché, en tenant compte de toutes les informations utiles dont le GRT dispose au moment du calcul des prévisions, telles que les prévisions météorologiques, la planification des travaux d'entretien du réseau, la disponibilité des unités de production, etc. ;*

*d) chaque jour : les capacités de transport à un jour et intrajournalières à la disposition du marché pour chaque unité de temps du marché, en tenant compte de l'ensemble des réservations à un jour sur une base nette, des programmes de production à un jour, des prévisions concernant la demande et de la planification des travaux d'entretien du réseau ;*

*e) la capacité totale déjà attribuée, par unité de temps du marché, et toutes les conditions utiles dans lesquelles cette capacité peut être utilisée (par exemple, le prix d'équilibre des ventes aux enchères, les obligations concernant les modalités d'utilisation des capacités, etc.), afin de déterminer les éventuelles capacités restantes ;*

*f) les capacités attribuées, le plus tôt possible après chaque attribution, ainsi qu'une indication des prix payés ;*

*g) la capacité totale utilisée, par unité de temps du marché, immédiatement après la réservation ;*

*h) quasiment en temps réel : les flux commerciaux et physiques réalisés, sur une base agrégée, par unité de temps du marché, comprenant une description des effets des mesures correctives éventuelles prises par les GRT (par exemple, la restriction des transactions) pour résoudre les problèmes de réseau ou de système ;*

*i) les informations ex-ante relatives aux indisponibilités prévues et les informations ex post pour le jour précédent relatives aux indisponibilités prévues et imprévues des unités de production d'une capacité supérieure à 100 MW.*

*5.6. Toutes les informations utiles doivent être mises à la disposition du marché en temps voulu pour permettre la négociation de toutes les transactions (notamment la date de négociation des contrats de fourniture annuels pour les clients industriels ou la date à laquelle les offres doivent être lancées sur les marchés organisés).*

*5.7. Le GRT publie les informations utiles sur la demande prévisionnelle et sur la production en fonction des échéances visées aux points 5.5 et 5.6. Le GRT publie également les informations utiles et nécessaires pour le marché de l'équilibrage transfrontalier.*

*5.8. Lorsque des prévisions sont publiées, les valeurs réalisées ex post pour les données de prévision sont également publiées dans l'intervalle de temps suivant celui auquel la prévision s'applique ou au plus tard le jour suivant (J+1).*

*5.9. Toutes les informations publiées par les GRT sont mises à disposition librement sous une forme facilement accessible. Toutes les données sont également accessibles sur des supports appropriés et normalisés servant à l'échange d'informations, à définir en étroite collaboration avec les acteurs du marché. Les données comprennent des informations sur les périodes antérieures, avec un minimum de deux ans, afin que les nouveaux opérateurs du marché puissent également en prendre connaissance.*

*[...]*

#### **I.4. La loi électricité**

10. L'article 2, 7°, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité (ci-après : la loi électricité) définit le terme « réseau de transport » comme le réseau national de transport d'électricité, qui comprend les lignes aériennes, câbles souterrains et installations servant à la transmission d'électricité de pays à pays et à destination de clients directs des producteurs et de distributeurs établis en Belgique, ainsi qu'à l'interconnexion entre centrales électriques et entre réseaux électriques.

11. L'article 15, § 1<sup>er</sup> de la même loi prévoit que les clients éligibles ont un droit d'accès au réseau de transport aux tarifs fixés conformément à l'article 12, et que le gestionnaire du réseau ne peut refuser l'accès au réseau que s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire ou si le demandeur ne satisfait pas aux prescriptions techniques prévues dans le règlement technique.

#### **I.5. Le règlement technique**

12. L'article 180, §1<sup>er</sup>, du règlement technique prévoit que le gestionnaire du réseau détermine de manière non discriminatoire et transparente les méthodes de gestion de la congestion qu'il applique.

L'article 180, §2, précise que les méthodes de gestion de la congestion, ainsi que les règles de sécurité, sont notifiées à la CREG pour approbation et publiées conformément à l'article 26.

Conformément à l'article 180, §3, du règlement technique, le gestionnaire du réseau doit notamment veiller, dans l'élaboration et la mise en œuvre de ces méthodes de gestion de la congestion,

- 1° à prendre en compte, autant que possible, la direction des flux d'électricité, en particulier lorsque les transactions diminuent effectivement la congestion ;
- 2° à éviter, autant que possible, les effets significatifs sur les flux d'énergie dans d'autres réseaux ;
- 3° à résoudre les problèmes de congestion du réseau de préférence sans recourir à une sélection entre les transactions des différents responsables d'accès ;
- 4° à fournir des signaux économiques appropriés aux utilisateurs du réseau concernés.

Ces méthodes de gestion de la congestion doivent notamment être basées, conformément à l'article 180, §4, du règlement technique sur :

- 1° des procédures de mise en concurrence de la capacité disponible ;
- 2° la coordination de l'appel des unités de production raccordées dans la zone de réglage et/ou, moyennant l'accord du(des) gestionnaire(s) d'un réseau étranger, par l'appel coordonné des unités de production raccordées dans la(les) zone(s) de réglage étrangère(s) concernée(s).

En vertu de l'article 181, §1er, du règlement technique, les méthodes de gestion de la congestion ont notamment pour objectif de :

- 1° offrir toute la capacité disponible au marché selon des méthodes transparentes et non discriminatoires, en organisant, le cas échéant, une vente aux enchères dans laquelle les capacités peuvent être vendues pour une durée différente et avec différentes caractéristiques (par exemple, en ce qui concerne la fiabilité attendue de la capacité disponible en question) ;
- 2° offrir la capacité disponible dans une série de ventes qui peuvent être tenues sur une base temporelle différente ;

3° offrir à chacune des ventes une fraction déterminée de la capacité disponible, plus toute capacité restante qui n'a pas été attribuée lors des ventes précédentes ;

4° permettre la commercialisation de la capacité offerte.

L'article 181, §2, prévoit que les méthodes de gestion de la congestion peuvent faire appel, dans des situations d'urgence, à l'interruption des échanges transfrontaliers suivant des règles de priorité préétablies qui sont notifiées à la CREG et publiées conformément à l'article 26 du présent arrêté.

Son paragraphe 3 précise que le gestionnaire du réseau doit se concerter avec les gestionnaires de réseaux voisins pour l'élaboration et la mise en œuvre des méthodes de gestion des congestions.

13. Selon l'article 183, §1, du règlement technique, le gestionnaire du réseau veille à l'exécution d'une ou plusieurs méthodes d'attribution aux responsables de l'accès de la capacité disponible pour les échanges d'énergie avec les réseaux étrangers.

Selon l'article 183, §2, du règlement technique, ces méthodes doivent être transparentes et non discriminatoires. Elles sont notifiées à la CREG pour approbation, et publiées conformément à l'article 26 du règlement technique.

Enfin, l'article 183, §3, du règlement technique ajoute que ces méthodes visent à optimiser l'utilisation de la capacité du réseau conformément à son article 179.

14. Conformément à l'article 184 du règlement technique, ces méthodes d'allocation de la capacité visent notamment :

1° à minimiser, dans toute la mesure du possible, lors de la gestion d'une congestion, toute différence de traitement entre les divers types de transactions transfrontalières, qu'il s'agisse de contrats bilatéraux physiques ou d'offres sur des marchés organisés étrangers ;

2° à mettre toute capacité inutilisée à la disposition d'autres acteurs du marché ;

3° à déterminer les conditions précises de fermeté pour la capacité mise à disposition des acteurs du marché.



## II. ANTECEDENTS

15. Comme décrit au titre I<sup>er</sup> de la présente décision, la gestion intrajournalière à la frontière entre les Pays-Bas et la Belgique et entre la France et la Belgique devait commencer le 1<sup>er</sup> janvier 2008, selon la réglementation européenne. L'article 1.9 de l'annexe « Orientations pour la gestion et l'attribution de la capacité de transfert disponible des interconnexions entre réseaux nationaux » prévoit en effet que « au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2008, des mécanismes de gestion intrajournalière de la congestion des capacités d'interconnexion soient établis d'une manière coordonnée et dans des conditions de fonctionnement sûres, de manière à maximaliser les possibilités d'échanges et à assurer l'équilibrage transfrontalier ».

16. L'allocation de la capacité intrajournalière a été introduite pour la première fois à la frontière entre la France et la Belgique. Le 4 décembre 2006, la CRE et la CREG ont prié respectivement RTE et Elia de transmettre une proposition relative à la mise en œuvre d'un mécanisme d'allocation de la capacité intrajournalière. Le 1<sup>er</sup> mars 2007, la CREG a reçu d'Elia une demande d'approbation des méthodes d'allocation aux responsables d'accès de capacité disponible pour les échanges d'énergie avec le réseau français, qui ont été sensiblement modifiées en vue de l'introduction d'un mécanisme d'allocation de la capacité intrajournalière. Le 12 avril 2007, la CREG a refusé d'approuver cette proposition d'Elia, mais a néanmoins autorisé son application provisoire afin de ne pas retarder l'introduction du nouveau mécanisme d'allocation de la capacité intrajournalière et de ne pas pénaliser le marché de ce fait<sup>2</sup>. La CREG a suivi le même raisonnement le 11 décembre 2007.<sup>3</sup> Dans l'intervalle, les échanges de capacité intrajournalière à la frontière sud avaient commencé dès le mois de mai 2007.

17. L'allocation de capacité intrajournalière à la frontière entre les Pays-Bas et la Belgique n'a commencé que depuis peu. Lors du 4<sup>e</sup> Implementation Group Meeting du 21 janvier 2008, Elia a annoncé qu'elle et Tennet souhaitaient mettre en application un mécanisme provisoire pour la gestion intrajournalière de la congestion à la frontière entre les Pays-Bas

---

<sup>2</sup> Décision (B)070412-CDC-678.

<sup>3</sup> Décision (B)071211-CDC-733.

et la Belgique qui serait basé sur un système de prorata amélioré et qui entrerait en vigueur en juin 2008.

En raison du retard subi par ce projet, principalement à cause de problèmes informatiques, le projet intrajournalier n'a toutefois débuté qu'au mois de mai 2009. Les règles pour l'allocation intrajournalière de capacité sur l'interconnexion Pays-Bas-Belgique ont été soumises à l'approbation de la CREG le 9 septembre 2008. Le 18 décembre 2008, la CREG a refusé d'approuver cette proposition d'Elia, mais a néanmoins autorisé son application provisoire afin de ne pas retarder davantage l'introduction d'un mécanisme d'allocation de la capacité intrajournalière sur cette frontière<sup>4</sup>. En outre, il a été décidé, dans l'hypothèse où Elia élabore également, sur une base à plus long terme, une solution durable et régionale, qui serait quant à elle conforme au Règlement et aux nouvelles orientations, et que, par conséquent, *in casu* la proposition ne concernait qu'un seul système relativement provisoire de gestion intrajournalière.

18. Le 4 mai 2009, la CREG a reçu la demande d'Elia, datée du 30 avril 2009, visant à approuver les règles d'enchères de la capacité intrajournalière aux interconnexions Pays-Bas-Belgique et France-Belgique. Dans sa lettre, Elia justifiait que les modifications des règles INB et IFB avaient été rendues nécessaires par l'harmonisation des règles d'enchères de la capacité annuelle, mensuelle et journalière aux frontières de la région CWE (ci-après : les règles d'enchères CWE). En raison des modifications proposées, les règles INB et IFB contenaient uniquement des dispositions relatives aux modalités d'allocation de la capacité intrajournalière. Conformément à la présente proposition, les règles ne doivent pas davantage être adaptées en cas d'éventuel couplage du marché dans la région CWE.

19. Le 11 juin 2009, la CREG a répondu qu'elle allait reporter sa décision relative à la présente proposition et, pour des raisons de cohérence, la prendre en même temps ou juste après sa décision relative aux règles d'enchères CWE harmonisées, puisque la présente proposition forme un tout avec et une suite logique des règles d'enchères CWE harmonisées.

20. Le 3 septembre 2009, la CREG a approuvé la proposition de règles d'enchères CWE harmonisées, à l'exception de l'article 3.04 (a) et de l'article 4.01 (b). Elia avait été priée de

---

<sup>4</sup> Décision (B)081218-CDC-819.

soumettre le plus rapidement possible une nouvelle proposition de règles d'enchères CWE harmonisées qui satisfait aux objections formulées dans la décision.

21. Le 27 novembre 2009, la CREG a reçu une nouvelle série de règles INB et IFB intrajournalières, qui remplaçait les textes soumis par lettre du 30 avril 2009. Les modifications apportées dans cette version tenaient compte des récentes adaptations dans les règles d'enchères CWE harmonisées. Ce sont ces règles qui font l'objet de la présente décision.

### **III. ANALYSE DES REGLES PROPOSEES PAR ELIA POUR L'ALLOCATION INTRAJOURNALIERE DE CAPACITE SUR L'INTERCONNEXION PAYS-BAS-BELGIQUE ET SUR L'INTERCONNEXION FRANCE-BELGIQUE**

La conformité de la proposition d'Elia avec le cadre légal, décrit au titre I<sup>er</sup> de la présente décision, est analysée ci-dessous. Bien que les règles INB et IFB proposées constituent officiellement deux séries distinctes de règles, elles contiennent sur le fond des dispositions pratiquement identiques. Les remarques concernant les deux versions sont donc rassemblées et traitées par sujet.

#### **Articles 1.02, 1.05 et 6.01 INB et IFB : le système de prorata amélioré**

22. Les articles 1.02, 1.05 et 6.01 des règles INB et IFB proposées par Elia proposent un mécanisme intrajournalier à la frontière entre les Pays-Bas et la Belgique et entre la France et la Belgique sur la base d'un système de prorata amélioré, organisé de façon bilatérale.

Le système de prorata amélioré présenté est cependant problématique à la lumière des articles 1.5, 1.9, 2.1, 2.7 et du chapitre 3 des nouvelles orientations.

23. D'après l'article 1.5 des nouvelles orientations, un système intrajournalier doit fournir des signaux économiques efficaces. L'article 2.1 des nouvelles orientations précise que la capacité d'interconnexion doit être attribuée sous la forme de ventes aux enchères explicites ou implicites, mais permet également le régime de continuité pour les échanges intrajournaliers. L'article 2.7 des nouvelles orientations prévoit en outre que la capacité doit être attribuée à l'offre présentant la valeur la plus élevée, qu'elle soit formulée implicitement ou explicitement dans un délai donné.

La présente décision ne répond toutefois pas aux conditions fixées dans ces articles. La CREG constate que la méthode de gestion de la congestion intrajournalière proposée par Elia ne contient aucune vente aux enchères explicite ou implicite, et ne concerne pas un

régime de continuité. Dans le système de prorata amélioré proposé, la capacité n'est pas attribuée à l'acteur qui (de manière explicite, implicite ou en régime de continuité) offre le prix le plus élevé, mais elle est attribuée en proportion d'une part du nombre d'acteurs ayant demandé une certaine capacité intrajournalière pour un guichet donné, et d'autre part de la demande de capacité intrajournalière, par laquelle des petites demandes sont traitées prioritairement selon un algorithme itératif.

Une allocation de la capacité d'interconnexion intrajournalière sur base d'un prorata amélioré ne fournit par conséquent aucun signal économique adapté aux acteurs du marché, et ne répond donc pas aux nouvelles orientations.

24. De plus, l'article 1.9 des nouvelles orientations prévoit que les mécanismes de gestion intrajournalière de la congestion de la capacité d'interconnexion soient établis d'une manière coordonnée et dans des conditions de fonctionnement sûres. Cela implique qu'Elia doit notamment tenir compte des obligations de coordination entre les gestionnaires du réseau de transport, telles que décrites au chapitre 3 des nouvelles orientations.

Une telle coordination n'est toutefois pas présente dans la proposition actuelle. Les obligations figurant au chapitre 3 des nouvelles orientations ne figurent pas dans la présente proposition ou y figurent seulement de manière très limitée. Bien que les règles INB et IFB ne diffèrent que peu sur le fond, la présente proposition concerne systématiquement une allocation de la capacité organisée de manière bilatérale ; elle n'instaure aucune méthode et procédure de gestion de la congestion communautaire ou coordonnée au niveau régional pour l'allocation de la capacité, comme l'exige le chapitre 3 des nouvelles orientations.

25. Pour les raisons citées aux paragraphes 22 à 24 qui précèdent, la CREG ne peut pas approuver les articles 1.02, 1.05 et 6.01 des règles INB et IFB.

26. Bien que les articles ne soient pas approuvés par la CREG, leur application est autorisée exceptionnellement dans le cas présent, afin de ne pas mettre en danger les autres améliorations des règles d'enchères.

**27.** Cependant, la CREG demande à Elia de lui faire une nouvelle proposition concernant les articles 1.02, 1.05 et 6.01 des règles INB et IFB, qui tienne compte de ses objections, dans des délais les plus brefs possible.

### **Article 2.07 INB : fermeté des programmes d'échange**

28. La présente proposition modifie la manière dont les programmes d'échange nominés sont diminués en cas de force majeure. Dans pareil cas, les GRT ne diminuent plus d'abord les programmes d'échange sur une base intrajournalière (et ensuite, les programmes d'échanges quotidiens, mensuels et annuels), mais tous les programmes d'échange (intrajournaliers, journaliers, mensuels et annuels) sont pris en considération et, le cas échéant, diminués proportionnellement.

29. Puisque cette proposition harmonise les règles INB en ce qui concerne la fermeté des programmes d'échange avec les règles IFB, la CREG accueille favorablement cette proposition et approuve l'article.

### **Article 3.03 (a) INB et article 3.04 (a) IFB : conditions suspensives**

30. L'article 3.03 (a) des règles INB et l'article 3.04 (a) des règles IFB décrivent les conditions de suspension du participant. Cette problématique est directement liée au droit d'accès au réseau.

Ainsi qu'elle a déjà eu l'occasion de le signaler dans des décisions antérieures relatives aux règles IFB et INB, la CREG considère que le droit d'accès au réseau, qui constitue un pilier de base essentiel de la libéralisation du marché de l'électricité, doit être considéré comme étant d'ordre public, et que toute exception à ce droit doit être interprétée de manière restrictive. De la même manière, la proposition de règles harmonisées ne peut y porter atteinte. En effet, l'article 15, §1<sup>er</sup>, de la loi électricité s'applique également à l'accès aux interconnexions. L'article 2, 7°, de la loi électricité définit le terme « réseau de transport » en y incluant clairement les interconnexions avec les réseaux étrangers. Les interconnexions font donc partie intégrante du réseau de transport. Il convient de préciser que le droit d'accès au réseau, et en particulier aux interconnexions qui en font partie intégrante, implique non seulement que l'on soit admis à participer aux enchères, mais également que l'on conserve un accès illimité dans le temps aux interconnexions et que l'accès ne soit interrompu ou supprimé que dans les cas expressément prévus par la législation.

Dès lors, en vertu de l'article 15, 1<sup>er</sup>, de la loi électricité, le gestionnaire de réseau, et donc l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières, appelé ci-après OCAI, ne peut refuser

l'accès au réseau de transport que s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire<sup>5</sup>, ou si le demandeur ne satisfait pas aux prescriptions techniques prévues dans le règlement technique.

Dans tous les autres cas, c'est le droit commun qui s'applique et l'OCAI doit s'adresser au juge pour demander, le cas échéant, la résolution du contrat.

31. L'article 3.03 (a) des règles INB et l'article 3.04 (a) des règles IFB vont toutefois au-delà de ce qui est autorisé selon l'article 15, 1<sup>er</sup>, de la loi électricité. Ils disposent en effet que l'OCAI peut suspendre l'habilitation du participant « si au moins une (1) des conditions listées à [l'Article 3.02 INB / l'article 3.03 IFB] n'est plus remplie ».

L'article 3.02 des règles INB et l'article 3.03 des règles IFB décrivent les conditions que le participant doit respecter pour pouvoir participer aux enchères. La première condition stipule que le participant doit remplir les conditions de l'article 3.01.

L'article 3.01 (b), premier alinéa, des règles IFB et INB dispose que le participant, en signant le contrat de participation, s'engage à respecter toutes les dispositions des règles INB/IFB.

Une lecture conjointe des articles susmentionnés<sup>6</sup> nous apprend par conséquent que le participant peut être suspendu dès qu'il viole une des dispositions des règles INB/IFB.

32. Dans la version des règles IFB soumises en décembre 2007, il était proposé que le participant puisse être suspendu en cas de manquement manifeste à des obligations contractuelles essentielles.

Le règlement proposé *in casu* par l'article 3.03 (a) des règles INB et l'article 3.04 (a) des règles IFB va toutefois beaucoup plus loin, puisque désormais chaque violation des obligations contractuelles donne lieu à une suspension. A l'époque, l'approche plus restrictive avait déjà été rejetée par la CREG<sup>7</sup> et la motivation invoquée reste aujourd'hui

---

<sup>5</sup> Voir également l'article 20, §2, de la directive 2003/54/CE.

<sup>6</sup> Pour les règles IFB : article 3.04 (a) *jo.* article 3.03 *jo.* article 3.01 (b) ; pour les règles INB : article 3.03 (a) *jo.* article 3.02 *jo.* article 3.01 (b).

<sup>7</sup> Voir décision (B)071211-CDC-733.

encore totalement d'application.

33. La CREG rappelle que toute possibilité de suspension de l'habilitation par l'OCAI doit se limiter aux cas expressément prévus par la loi. Le fait que l'habilitation du participant peut être suspendue sur base du simple fait qu'une des dispositions contractuelles n'est pas remplie constitue une formulation beaucoup trop large. Cette formulation viole l'article 15, 1<sup>er</sup>, de la loi électricité, et ne peut pas, pour cette raison, être acceptée par la CREG.

34. Pour les raisons citées aux paragraphes 30 à 33 inclus, la CREG ne peut approuver l'article 3.03 (a) des règles INB et l'article 3.04 (a) des règles IFB.

Bien que l'article 3.04(a) ne soit pas approuvé par la CREG, son application est autorisée exceptionnellement dans le cas présent afin de ne pas mettre en danger les autres améliorations des règles d'enchères.

Cependant, la CREG demande à Elia de lui faire une nouvelle proposition concernant l'article 3.04 (a) des règles INB et l'article 3.04(a) des règles IFB, qui tienne compte de ses objections, dans des délais les plus brefs possible. En outre, l'OCAI ne peut faire usage des possibilités qui lui sont offertes par cet article de manière abusive.

#### **Article 4.02 INB et IFB : responsabilité**

35. L'article 4.02 des règles INB et IFB a été modifié et amélioré en de nombreux points importants. Globalement, il a été rendu conforme aux évolutions apportées aux règles d'enchères CWE harmonisées. Ainsi, l'article ne fait plus référence à des dommages matériels et immatériels et la limitation de responsabilité en cas de faute grave disparaît.

La CREG remarque néanmoins que la formulation de régime de responsabilité ne correspond pas à celle des règles d'enchères CWE harmonisées. Pour éviter des contradictions et faciliter l'éventuelle harmonisation régionale future des règles d'enchères intrajournalières, la CREG demande à Elia d'adapter les règles d'enchères sur ce point lors de la prochaine révision.



36. Bien que l'article n'ait pas modifié la limitation de la responsabilité à un montant de 100.000 euros, contrairement aux règles d'enchères CWE harmonisées, le montant semble *in casu* acceptable, puisque les échanges de capacité intrajournalière sont moins importants que sur le marché day-ahead.

#### **Article 4.08 INB et IFB : règlement des litiges**

37. L'article 4.08 des règles INB et IFB ajoute une disposition à l'article selon laquelle les Parties autorise explicitement qu'une procédure en référé soit introduite auprès du Tribunal de Commerce. La CREG accueille favorablement cet ajout, qui clarifie les différentes possibilités offertes aux Parties pour régler le litige.

## **DECISION**

En application des articles 180, § 2, et 183, § 2, du règlement technique, la CREG décide, pour les raisons décrites au titre III de la présente décision, d'approuver la proposition d'Elia relative aux règles d'allocation intrajournalière de capacité sur l'interconnexion Pays-Bas – Belgique, à l'exception des articles 1.02, 1.05, 3.03 (a) et 6.01. Pour les raisons mentionnées aux paragraphes 22 à 24 et 30 à 33, la CREG ne peut accorder son approbation à ces quatre articles.

En application des articles 180, § 2, et 183, § 2, du règlement technique, la CREG décide également, pour les raisons décrites au titre III de la présente décision, d'approuver la proposition d'Elia relative aux règles d'allocation intrajournalière de capacité sur l'interconnexion France – Belgique, à l'exception des articles 1.02, 1.05, 3.04 (a) et 6.01. Pour les raisons mentionnées aux paragraphes 22 à 24 et 30 à 33, la CREG ne peut accorder son approbation à ces quatre articles.

Bien que les articles ne soient pas approuvés par la CREG, leur application est autorisée à titre exceptionnel afin de ne pas mettre en danger les autres améliorations des règles d'enchères.

De plus, l'approche décrite ci-dessus est acceptée en supposant qu'Elia revoie les règles INB et IFB avec les gestionnaires de réseau concernés à la lumière des remarques décrites dans la présente décision, et les traite en priorité.

La CREG demande dès lors à Elia de lui faire une nouvelle proposition des règles INB et IFB qui tienne compte de ses objections dans des délais les plus brefs possibles.

Afin d'éviter une éventuelle confusion, la CREG souhaite souligner que l'approche décrite ci-dessus ne peut être interprétée comme une approbation entière des règles d'enchères. Si un différend devait apparaître au sujet de l'approbation partielle actuelle des règles d'enchères et si l'on devait chercher à cet égard à interpréter la décision comme une approbation complète, la CREG souhaite insister sur le fait qu'une telle interprétation n'est pas correcte et que l'actuelle décision doit plutôt être interprétée comme un rejet dans un tel cas.

////

Pour la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz :



Dominique WOITRIN  
Directeur



François POSSEMIERS  
Président du Comité de direction



## **Règles d'Allocation des Capacités Infra journalières sur l'Interconnexion France-Belgique (Règles IFB)**

**Version 2.0[11/01/10]**

## SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS COMMUNES .....	4
Section I. Introduction.....	4
Article 1.01 Valeur de l'introduction .....	4
Article 1.02 Contexte général .....	4
Article 1.03 L'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières .....	4
Article 1.04 Les Règles IFB.....	4
Article 1.05 Les Allocations Infra journalières.....	4
Article 1.06 Entrée en vigueur des Règles IFB.....	5
Section II. Généralités .....	5
Article 2.01 Définitions et interprétation.....	5
(a) Définitions.....	5
(b) Interprétation .....	9
Article 2.02 L'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières .....	9
Article 2.03 Allocations Infra journalières .....	9
Article 2.04 Capacités Disponibles.....	9
Article 2.05 Base sur laquelle les Capacités Disponibles sont mises à la disposition des Allocations Infra journalières.....	9
Article 2.06 Fermeté des Capacités .....	10
Article 2.07 Fermeté des Programmes d'Echange.....	10
Article 2.08 Publications .....	10
Section III. Conditions de participation aux Allocations Infra journalières .....	10
Article 3.01 Enregistrement .....	10
(a) Accord de participation IFB .....	10
(b) Engagements du Participant .....	11
Article 3.02 Pré requis .....	11
Article 3.03 Habilitation.....	11
Article 3.04 Suspension et suppression de l'Habilitation .....	11
(a) Suspension de l'Habilitation par l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières .....	11
(b) Suppression de l'Habilitation par l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières .....	12
(c) Suppression de l'Habilitation par le Participant .....	12
Section IV. Dispositions générales.....	13
Article 4.01 Notifications .....	13
Article 4.02 Responsabilité .....	13
Article 4.03 Cession des droits et obligations.....	13
Article 4.04 Propriété intellectuelle .....	13
Article 4.05 Confidentialité.....	13
Article 4.06 Force Majeure .....	14
Article 4.07 Droit et langue applicables .....	15

Article 4.08 Règlement des différends.....	15
Article 4.09 Modalités de révision des Règles IFB .....	15
CHAPITRE 2 : LES ALLOCATIONS INFRA JOURNALIERES.....	15
Section V. Déroulement des Allocations Infra journalières .....	15
Article 5.01 Déroulement des Allocations Infra journalières .....	15
Article 5.02 Soumission d'une Demande de Capacité Infra journalière .....	16
(a) Format d'une Demande de Capacités Infra journalière .....	16
(b) Mandat pour la soumission de Demande de Capacités Infra journalières ..	17
(c) Limitation .....	17
Article 5.03 Mode Dégradé des Allocations Infra journalières et suppression de Guichet	17
(a) Indisponibilité programmée .....	17
(b) Indisponibilité non programmée .....	17
Section VI. Détermination des Capacités Allouées .....	17
Article 6.01 Méthode de détermination des Capacités Allouées .....	17
Section VII. Règles d'utilisation des Capacités .....	18
Article 7.01 Autorisation d'Accès Infra journalière .....	18
Article 7.02 Utilisation des Autorisations d'Accès Infra journalière.....	18
(a) Nomination .....	18
(b) Use it or lose it.....	19
Article 7.03 Accès au Système d'Information.....	19
ANNEXE 1 Accord de Participation aux Règles d'Allocation des Capacités sur l'Interconnexion France-Belgique (Règles IFB).....	20
ANNEXE 2 Liste des applications de l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières utilisées pour l'exécution des Règles IFB.....	23
ANNEXE 3 Demande de suppression de l'Habilitation sur l'Interconnexion France-Belgique	24

# **CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS COMMUNES**

## **Section I. Introduction**

### **Article 1.01 Valeur de l'introduction**

La présente introduction fait partie intégrante des Règles IFB.

### **Article 1.02 Contexte général**

Conformément au Règlement n° 1228/2003 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 sur les conditions d'accès au réseau pour les échanges transfrontaliers d'électricité ainsi qu'à la Décision de la Commission n°2006/770/CE du 9 novembre 2006 modifiant l'annexe du Règlement et établissant des orientations pour la gestion et l'attribution de la capacité de transfert disponible des interconnexions entre réseaux nationaux, les Règles IFB contiennent les termes et conditions de l'Allocation de la Capacité Disponible à l'horizon infra journalier dans les deux sens de l'Interconnexion France-Belgique. Ces mécanismes d'Allocation ne sont pas motivés par un intérêt commercial mais visent à fournir une méthode de gestion des congestions basée sur des mécanismes de marché.

La Capacité Disponible à l'horizon infra journalier est Allouée conjointement par RTE et ELIA au prorata des Demandes de Capacité Infra journalière, sous la forme de droits physiques de transport d'énergie électrique.

Le Participant qui a obtenu de la Capacité est responsable de l'acheminement de l'énergie électrique.

### **Article 1.03 L'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières**

Les GRTs désignent un Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières chargé des Allocations Infra journalières.

RTE est désigné conjointement par les GRTs comme Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières.

### **Article 1.04 Les Règles IFB**

Les Règles IFB décrivent notamment les Allocations Infra journalières, les conditions de participation, les procédures respectives, l'attribution des Capacités Allouées et leurs conditions d'utilisation.

Les présentes Règles IFB sont uniquement applicables aux Allocations Infra journalières. Elles annulent et remplacent les précédentes Règles IFB qui étaient applicables à l'ensemble des mécanismes d'allocation dans les deux sens de l'Interconnexion France-Belgique.

Les mécanismes d'allocation dans les deux sens de l'Interconnexion France-Belgique aux horizons annuel, mensuel et journalier, sont dorénavant repris dans les Règles d'Enchères CWE.

### **Article 1.05 Les Allocations Infra journalières**

Les Allocations Infra journalières ne portent que sur la Capacité Disponible à l'horizon infra journalier. La Capacité est Allouée proportionnellement au nombre de Participants à un Guichet donné et à la Demande de Capacité Infra journalière, selon un algorithme itératif favorisant les petites Demandes de Capacité Infra journalière. Cet algorithme est défini à la Section VI.

Les GRTs sont tenus de mettre à la disposition du Participant la Capacité correspondant à la Capacité Allouée conformément à l'Article 2.06 et à l'Article 2.07.

Le Participant acquiert ainsi un droit physique de transport d'énergie électrique dans les conditions des Règles IFB qu'il pourra utiliser auprès des GRTs selon les modalités de Nomination des Règles I/E et du Contrat ARP.

Les Articles spécifiques aux Allocations Infra journalières sont repris dans le Chapitre 2.

## **Article 1.06    Entrée en vigueur des Règles IFB**

La version 2.0 des Règles IFB s'applique à compter du 11 janvier 2010 pour la Journée du 12 janvier 2010. Les GRT informeront les Participants sur la date d'entrée en vigueur des Règles IFB modifiées ainsi que sur l'entrée en vigueur des Règles d'Enchères CWE.

## **Section II.   Généralités**

### **Article 2.01    Définitions et interprétation**

#### **(a) Définitions**

Les termes utilisés dans les Règles IFB, en ce compris ses Annexes, dont la première lettre est une majuscule, sont définis ci-dessous :

<b>Accord de Participation aux Règles I/E :</b>	L'accord conclu par RTE et un Participant par lequel ce dernier s'engage à respecter les Règles I/E, telles que figurant sur le site Internet de RTE.
<b>Accord de Participation IFB :</b>	La déclaration par laquelle une personne morale s'engage à respecter les Règles IFB. Le formulaire standard de déclaration est repris à l'ANNEXE 1.
<b>Agent de Nomination :</b>	La personne morale autorisée à Nommer un Programme d'Echange auprès de l'un des deux GRTs au titre de l'Autorisation d'Accès Infra journalière Notifiée au Participant. Le Participant et les Agents de Nomination sont une seule entité juridique.
<b>Allocation ou Allouer :</b>	Les processus par lequel l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières attribue de la Capacité au Participant en réponse à une Demande de Capacité Infra journalière.
<b>Allocation Infra journalière ou Allocations Infra journalières:</b>	La ou les Allocations, à l'horizon infra journalier, par l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières de Capacité sur une Journée donnée ou sur une partie d'une Journée donnée, telle que décrites dans le Chapitre 2.
<b>Annexe :</b>	Une annexe aux Règles IFB.
<b>Article :</b>	Un article des Règles IFB.
<b>Autorisation d'Accès Infra journalière :</b>	L'acte par lequel l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières, suite à une Demande de Capacité Infra journalière du Participant, lui Notifie la Capacité Allouée.
<b>Capacité :</b>	Un droit physique de transport d'électricité, défini par une valeur exprimée en nombre entier de Mégawatts, sur l'Interconnexion France-Belgique, soit en provenance de la France vers la Belgique, soit en provenance de la Belgique vers la France.



<b>Capacité Allouée :</b>	La Capacité acquise suite à une Allocation Infra journalière.
<b>Capacité Disponible :</b>	La Capacité calculée et mise à disposition conjointement par les GRTs pour une Allocation Infra journalière et qui est garantie par ceux-ci dans les conditions des Règles IFB.
<b>CASC-CWE S.A.</b>	Capacity Allocation Service Company S.A. L'entité chargée, entre autres, d'allouer la capacité disponible aux horizons annuel, mensuel et, le cas échéant, journalier et de gérer le Marché Secondaire de Capacités, tel que décrit dans les Règles d'Enchères CWE.
<b>Chapitre :</b>	Un chapitre des Règles IFB.
<b>Code EIC :</b>	Code d'identification ETSO (European Transmission System Operators), connu de l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières et des deux GRTs.
<b>Commission de Régulation de l'Energie ou CRE :</b>	L'autorité de régulation française dont la composition et les attributions sont fixées au titre VI (articles 28 à 43) de la Loi N°2000-108.
<b>Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz ou CREG :</b>	L'autorité de régulation belge dont la composition et les attributions sont fixées au chapitre VI (articles 23 à 29) de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité.
<b>Contrat ARP :</b>	Le contrat conclu entre ELIA et le responsable d'accès ( <i>Access Responsible Party</i> – ARP) qui détermine les droits et obligations d'ELIA et du responsable d'accès relatifs à l'équilibre sur le réseau ELIA.
<b>Couplage des marchés :</b>	Le couplage des marchés journaliers actuellement appliqué dans la Région CWE et qui réalise simultanément une allocation implicite de droits physiques de transport journalier et un clearing des offres-demandes en énergie.
<b>Région CWE :</b>	CWE : Central West Europe (Europe du Centre Ouest). La région comprenant la Belgique, la France, l'Allemagne, le Luxembourg et les Pays-Bas.
<b>Demande de Capacité Infra journalière :</b>	La demande de Capacité adressée à l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières, conformément à l'Article 5.02.
<b>Enchères Journalières :</b>	La mise aux Enchères par CASC-CWE S.A. de Capacité par Pas Horaire pour une Journée donnée.

<b>Faute Lourde</b>	Un acte ou une omission constituant un manquement grave à l'obligation de se comporter en bon père de famille
<b>Gestionnaire(s) de Réseau de Transport ou GRT(s) :</b>	ELIA et/ou RTE.
<b>Guichet :</b>	L'Heure limite de dépôt des Demandes de Capacité Infra journalières à partir de laquelle l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières examine celles-ci.
<b>Habilitation ou Habilité :</b>	Le droit de participer aux Allocations Infra journalières dans les conditions de l'Article 3.03.
<b>Heure ou H :</b>	L'heure légale française ou une durée de 60 minutes.
<b>Interconnexion France-Belgique :</b>	Un ensemble de lignes électriques interconnectant les réseaux de transport belge et français.
<b>Jour ou Journée ou J :</b>	Un jour calendaire d'une période de 24 Heures, débutant à 0H00min00s et se terminant à 23H59min59s. Les Jours de changement d'Heure légale comptent soit 23 Heures soit 25 Heures ; ils sont définis par arrêté publié au Journal Officiel de la République Française.
<b>Mégawatt ou MW :</b>	L'unité de puissance électrique exprimée en mégawatts.
<b>Mode Dégradé :</b>	Le processus mis en place si le Système d'Information ne peut remplir correctement ses fonctions.
<b>Nomination ou Nommer :</b>	La Notification par un Agent de Nomination de son (ses) Programme(s) d'Echange portant sur la puissance, exprimée en MW, qu'il veut utiliser au sein d'une Autorisation d'Accès Infra journalière.
<b>Notification ou Notifier :</b>	La transmission d'informations entre le Participant et l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières dans les conditions de l'Article 4.01.
<b>Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières ou OCAI :</b>	L'entité chargée d'Allouer la Capacité Disponible à l'horizon Infra journalier telle que calculée par les GRTs.
<b>Participant :</b>	La personne morale Habilitée et signataire de l'Accord de Participation IFB.
<b>Partie(s) :</b>	Désigne l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières et/ou un Participant.
<b>Pas Horaire :</b>	Une période d'une Heure, la première de chaque Jour

	débutant à 0H00min00s.
<b>Période :</b>	Une durée temporelle.
<b>Période de Livraison :</b>	La Période de la Journée à laquelle s'applique une Nomination.
<b>Programme d'Echange :</b>	Une déclaration d'échange établie par un Agent de Nomination conformément à l'Autorisation d'Accès Infra journalière qui précise la puissance, exprimée en nombre entier de Mégawatts par Pas Horaire, échangée sur l'Interconnexion France-Belgique dans le sens France-Belgique ou Belgique-France.
<b>Réduction ou Réduire :</b>	La diminution des Programmes d'Echange telle que visée à l'Article 2.06 et à l'Article 2.07.
<b>Règles d'Enchères CWE</b>	Les Règles d'Allocation de la Capacité par Enchères explicites dans la Région d'Europe du Centre-Ouest (CWE).
<b>Règles I/E :</b>	Les règles d'accès au réseau public de transport français pour des importations et des exportations telles que figurant sur le site Internet de RTE.
<b>Règles IFB :</b>	Les présentes Règles d'Allocation des Capacités Infra journalières sur l'Interconnexion France-Belgique.
<b>Règles SI :</b>	Les règles relatives à l'accès au Système d'Information et à l'utilisation des applications de l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières, y compris leurs annexes et leurs définitions telles que publiées sur le Site Internet de l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières.
<b>Site Internet de l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières ou Site :</b>	Le site Internet accessible via les sites suivants : <a href="http://www.elia.be">www.elia.be</a> <a href="http://www.rte-france.com">www.rte-france.com</a> et relatif à l'Interconnexion France-Belgique.
<b>Sûreté du Système Electrique ou Sûreté :</b>	L'aptitude à assurer le fonctionnement normal du réseau, à limiter le nombre des incidents, à éviter les grands incidents et à limiter leurs conséquences lorsqu'ils se produisent.
<b>Système d'Information ou SI :</b>	L'environnement informatique de l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières accessible au Participant.
<b>Système Electrique :</b>	Le système constitué par les réseaux électriques, les productions raccordées audits réseaux qui injectent de l'énergie électrique et les consommations raccordées aux

réseaux qui y soutirent de l'énergie électrique.

### **(b) Interprétation**

Les titres et intitulés des présentes Règles IFB sont indiqués pour la facilité des renvois dans les Règles IFB et n'expriment en aucune manière l'intention des Parties. Ils ne seront pas pris en compte pour l'interprétation des stipulations des présentes Règles IFB.

La nullité de l'une quelconque des stipulations des Règles IFB, pour quelque cause que ce soit, n'affecte pas la validité des autres stipulations des Règles IFB.

### **Article 2.02 L'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières**

L'organisation des Allocations Infra journalières est mise en œuvre conjointement par les deux GRTs dans les deux sens de l'Interconnexion France-Belgique.

Les GRTs désignent un Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières chargé d'Allouer par Allocation Infra journalière, conformément au Chapitre 2, la Capacité Disponible à l'horizon infra journalier, telle que calculée par les GRTs.

L'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières prépare et conduit les Allocations Infra journalières et fournit toutes les informations nécessaires aux Participants et aux GRTs.

Un changement d'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières ne remet toutefois pas en cause les droits et les obligations découlant d'une Allocation Infra journalière qui a déjà eu lieu.

### **Article 2.03 Allocations Infra journalières**

Des Allocations Infra journalières sont mises en place dans les deux sens de l'Interconnexion France-Belgique, conformément au Chapitre 2.

### **Article 2.04 Capacités Disponibles**

Les Capacités Disponibles sont déterminées conjointement par les GRTs en tenant compte de l'influence mutuelle des capacités allouées sur l'ensemble du réseau de transport d'électricité européen.

Le cas échéant, les Capacités Allouées aux Enchères Journalières qui ne sont pas Nominées conformément aux dispositions décrites dans les Règles d'Enchères CWE sont mises à disposition de l'Allocation Infra journalière, si les conditions de Sécurité du Système Electrique le permettent.

Conformément au principe du "Use it or lose it", le Participant perd le bénéfice des Capacités journalières pour lesquelles un Programme d'Echange n'a pas été Nominé conformément aux Règles d'enchères CWE, et ce sans compensation financière.

Les Capacités Allouées via une Allocation Infra Journalière à un Guichet donné qui ne sont pas Nominées sont mises à disposition de l'Allocation Infra journalière attachée au Guichet suivant conformément à l'Article 7.02(b) si les conditions de Sécurité du Système Electrique le permettent.

Les Capacités Disponibles mises à la disposition de l'Allocation Infra journalière tiennent compte de la valeur nette des Programmes d'Echanges annuels et mensuels et, le cas échéant, journaliers, des programmes d'échange au titre du Couplage des marchés et des Programmes d'Echanges dans le cadre des Autorisations d'Accès Infra journalières relatives aux Guichets précédents.

Les Participants sont informés sur le Site Internet de l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières des Capacités Disponibles pour chaque Allocation Infra Journalière.

Par ailleurs et à titre informatif, les GRTs publient également des prévisions conjointes des Capacités Disponibles à plus long terme sur leurs sites Internet respectifs.

### **Article 2.05 Base sur laquelle les Capacités Disponibles sont mises à la disposition des Allocations Infra journalières**

Les Capacités Disponibles sont mises à la disposition des Allocations Infra journalières par unités de un (1) MW avec un minimum de une (1) unité.

Les Capacités Disponibles infra journalières sont mises à la disposition de l'Allocation Infra journalière par Pas Horaire.

#### **Article 2.06 Fermeté des Capacités**

Les Capacités Allouées à l'horizon infra journalier sont fermes sauf cas de Force Majeure telle que définie à l'Article 4.06.

#### **Article 2.07 Fermeté des Programmes d'Echange**

Les Programmes d'Echange Nominés et acceptés par les GRT selon les modalités de l'Article 7.02 sont fermes sauf cas de Force Majeure telle que définie à l'Article 4.06.

Dans ce cas :

- les GRTs Réduiront au prorata les Programmes d'Echange annuels, mensuels, le programme d'échange entre les GRTs au titre du Couplage des marchés et les Programmes d'Echange infra journaliers sur la base du total de ces programmes ;
- en cas d'indisponibilité du Couplage des marchés, les GRTs réduiront au prorata les Programmes d'Echange annuels, mensuels, journaliers et infra journaliers sur la base de ces Programmes d'Echange ;
- l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières Notifie par messagerie électronique au Participant et publie, en cas de Réduction, dans les plus brefs délais, sur son site Internet, les raisons qui ont motivé cette Réduction.

#### **Article 2.08 Publications**

L'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières publie sur son Site Internet les informations suivantes :

- les présentes Règles IFB et leurs Annexes, modifiées le cas échéant ;
- les Jours fériés légaux en France ;
- les informations relatives à la mise en œuvre des Allocations Infra journalières ;
- les noms, les numéros de télécopie et de téléphone, les adresses électroniques des personnes à contacter auprès de l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières ;
- les formulaires à envoyer par les Participants ;
- la Capacité Disponible mise à la disposition de chaque Allocation Infra journalière ;
- toute autre information utile.

### **Section III. Conditions de participation aux Allocations Infra journalières**

#### **Article 3.01 Enregistrement**

##### **(a) Accord de participation IFB**

Préalablement à une Allocation Infra journalière, la(les) personne(s) morale(s) souhaitant participer à une Allocation Infra journalière doit(s) s'enregistrer auprès de l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières en soumettant, en double exemplaire, l'Accord de Participation IFB dûment complété et signé. Il lui est retourné contresigné par l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières pour attester son enregistrement en qualité de Participant. Cet Accord de Participation IFB est spécifique à l'Allocation Infra journalière et aux Règles IFB. En aucun cas la signature de l'Accord de Participation IFB ne permettra au Participant de participer à une quelconque allocation, autre que les Allocations Infra journalières.

Toute personne morale souhaitant adhérer aux Règles IFB ne peut être titulaire que d'un seul Accord de Participation IFB.

### **(b) Engagements du Participant**

Par la signature d'un Accord de Participation IFB, le Participant s'engage à respecter l'ensemble des stipulations des Règles IFB.

Le Participant s'engage notamment à tenir à jour les informations contenues dans son Accord de Participation IFB, en Notifiant à l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières toute modification de ces éléments sept (7) Jours avant leur entrée en vigueur.

### **Article 3.02 Pré requis**

Le Participant et les Agents de Nomination sont une seule entité juridique.

Il en résulte que, pour être Habilité, le Participant doit être au préalable signataire et respecter les termes :

- d'un Accord de Participation aux Règles I/E avec RTE, nécessaire pour effectuer des exportations ou des importations depuis ou vers le Système Electrique français ;
- d'un Contrat ARP avec ELIA, nécessaire pour effectuer des exportations ou des importations depuis ou vers le Système Electrique belge.

En cas d'incohérence entre les Règles IFB et les contrats mentionnés ci-dessus, pour ce qui concerne la mise en œuvre des Allocations Infra journalières sur l'Interconnexion France-Belgique, les Règles IFB prévalent.

### **Article 3.03 Habilitation**

Pour être Habilité à participer aux Allocations Infra journalières, le Participant doit :

- remplir les conditions de l'Article 3.01 et de l'Article 3.02 ; et
- disposer d'un Code EIC ; et
- procéder aux tests du Système d'Information avec l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières.

L'Habilitation est effective à la date indiquée dans l'Accord de Participation IFB contresigné par l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières.

L'Habilitation est octroyée pour une durée indéterminée et peut faire l'objet d'une suspension ou d'une suppression dans les conditions de l'Article 3.04.

### **Article 3.04 Suspension et suppression de l'Habilitation**

#### **(a) Suspension de l'Habilitation par l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières**

L'Habilitation du Participant peut être suspendue par l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières si au moins une des conditions listées à l'Article 3.03 n'est plus remplie, sans préjudice du paragraphe (b) du présent Article.

Lorsque l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières suspend l'Habilitation d'un Participant, il n'est plus possible à celui-ci de participer aux Allocations Infra journalières.

La suspension de l'Habilitation prend effet à la date indiquée dans la Notification de la suspension de l'Habilitation, qui indique les raisons de la suspension.

Le Participant ne peut prétendre à aucune indemnisation du fait de l'application de la présente stipulation.

Le Participant est de nouveau Habilité le lendemain du Jour ouvré où l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières aura, avant 12H, constaté de nouveau le respect de l'ensemble des conditions énoncées à l'Article 3.03.

Lorsque le Participant est de nouveau Habilité, il a de nouveau la possibilité de participer aux Allocations Infra journalières.

### **(b) Suppression de l'Habilitation par l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières**

L'Habilitation d'un Participant est supprimée par l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières :

- en cas de dissolution du Participant ou en cas de clôture de la procédure de liquidation judiciaire, matérialisée par un jugement ; ou
- suite à la réception par l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières d'une décision d'une autorité de concurrence ou de régulation constatant que le Participant a commis un ou des actes abusifs ou frauduleux dans le cadre de l'Allocation des Capacités Infra journalières sur l'Interconnexion France-Belgique et demandant la suppression de l'Habilitation.

La suppression de l'Habilitation prend effet à la date indiquée dans la Notification de suppression de l'Habilitation, qui indique les raisons de la suppression.

Lorsque l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières supprime l'Habilitation d'un Participant, il n'est plus possible à celui-ci de participer aux Allocations Infra journalières.

Le Participant ne peut prétendre à aucune indemnisation du fait de l'application de la présente stipulation. En cas de suppression de l'Habilitation, l'Accord de Participation aux Règles IFB prend fin automatiquement.

Le Participant dont l'Habilitation a été supprimée sur l'initiative de l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières ne peut plus prétendre ultérieurement à la qualité de Participant.

### **(c) Suppression de l'Habilitation par le Participant**

Le Participant peut demander, à tout moment, la suppression de l'Habilitation afin de mettre fin à sa participation aux Règles IFB.

Il doit en faire la demande par lettre recommandée avec avis de réception conformément à l'ANNEXE 3.

La suppression de son Habilitation prend effet dix (10) Jours après réception par l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières de la Notification de demande de suppression par le Participant.

Lorsque l'Habilitation est supprimée à la demande du Participant, il n'est plus possible à celui-ci de participer aux Allocations Infra journalières.

Le Participant ne peut prétendre à aucune indemnisation du fait de l'application de la présente stipulation.

Toutefois, dans le cas où le Participant estime que l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières n'a pas respecté une ou plusieurs de ses obligations contractuelles essentielles et souhaite faire supprimer son Habilitation :

- il met en demeure l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières, par Notification par lettre recommandée avec accusé de réception, de respecter ses obligations contractuelles essentielles ;
- si cette mise en demeure reste sans effet pendant dix (10) Jours, le Participant peut demander la suppression de son Habilitation par Notification par lettre recommandée avec avis de réception avec effet immédiat dès sa réception par l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières. Cette Notification précise les raisons de la demande de suppression.

Dans le cas où il est avéré que l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières n'a pas respecté ses obligations contractuelles essentielles, l'Habilitation est supprimée.

Pour ces deux cas de suppression de l'Habilitation sur l'initiative du Participant, l'Accord de Participation aux Règles IFB prend fin automatiquement.

Le Participant dont l'Habilitation a été supprimée sur son initiative et dans les termes du présent Article pourra de nouveau prétendre à la qualité de Participant en suivant la procédure des Règles IFB.

## **Section IV. Dispositions générales**

### **Article 4.01    Notifications**

Toute Notification au titre des Règles IFB doit être faite aux coordonnées précisées dans l'Accord de Participation IFB ou à toutes autres coordonnées spécifiées par une Partie à l'autre Partie. Toute Notification est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception ou, si aucune forme spécifique n'est requise par les Règles IFB, par tout autre moyen permettant d'attester de la date de réception de la Notification par la Partie destinataire.

### **Article 4.02    Responsabilité**

Chaque Partie est responsable des seuls dommages directs et certains causés à l'autre Partie.

Sauf en cas de Faute Lourde, les GRTs et l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières, individuellement ou conjointement, ne pourront être tenus responsables de dommages excédant le montant total de 100.000 € par réclamation (par incident ou incidents liés).

La Partie qui estime avoir subi un dommage en informe l'autre par Notification, dans un délai de dix (10) Jours suivant leur apparition.

L'indemnisation ne sera due que si la Partie prouve spécifiquement que le dommage subi résulte directement d'une faute ou d'un manquement et que la Partie a agi de manière raisonnable afin de limiter les dommages subis.

Ni les GRTs, ni l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières ne seront tenus responsables de l'arrivée à temps des Demandes de Capacité Infra journalière, de la suppression des Guichets, ou si l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières est incapable de contacter les Participants via les canaux prévus dans les Règles IFB.

### **Article 4.03    Cession des droits et obligations**

Aucune des Parties ne peut céder, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des droits et obligations résultant de l'Accord de Participation IFB sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie.

En cas de modification du statut juridique du Participant, telle qu'une fusion ou une absorption ou d'un changement de dénomination sociale, le Participant le Notifie à l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières par lettre recommandée avec avis de réception, dans les plus brefs délais et, en tout état de cause, au moins quinze (15) Jours avant la date de prise d'effet de cette modification.

### **Article 4.04    Propriété intellectuelle**

La signature d'un Accord de Participation IFB ne confère en aucun cas un quelconque droit sur les brevets, le savoir-faire ou tout autre titre de propriété intellectuelle sur les informations ou les outils qui pourraient être mis à disposition ou transmis par une Partie à l'autre au titre des Règles IFB.

### **Article 4.05    Confidentialité**

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables tant en France qu'en Belgique, l'Accord de Participation IFB, ainsi que les informations échangées en vue de sa préparation et de son application, sont confidentiels.

En outre, chaque Partie détermine, par tout moyen à sa convenance, les autres informations, de tout type et sur tout support, qu'elle considère comme confidentielles, sans préjudice de l'application des Articles des présentes Règles IFB relatifs aux publications qui seront faites par les GRTs et/ou par l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières.

Sans préjudice des dispositions réglementaires et légales précitées, la Partie destinataire d'une information confidentielle ne peut l'utiliser que dans le cadre de l'exécution de l'Accord de Participation IFB. Les informations confidentielles ne peuvent être communiquées à des tiers qu'avec l'accord préalable et exprès de l'autre Partie et à la stricte condition que ces tiers prennent les mêmes engagements de confidentialité que ceux prévus au présent Article.

Ces stipulations ne portent pas préjudice :



- aux obligations de communication à toute autorité administrative, judiciaire ou ministérielle qui sollicite une telle communication dans le cadre de l'exercice de ses missions ;
- à l'échange d'informations entre les GRTs et/ou l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières en vue de l'accomplissement de leurs missions ou dans le cadre de contrats et/ou règles avec des gestionnaires de réseaux étrangers ;
- à la transmission par les GRTs et/ou l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières d'informations à des sous-traitants, consultants, conseillers (juridiques, techniques ou autres), pour autant qu'il ne s'agisse pas de producteur, fournisseur, intermédiaire ou société liée ou associée à ceux-ci agissant sur le marché de l'électricité ;
- à la communication d'informations indispensables pour des raisons techniques ou de sécurité ;

pour autant, dans chacune de ces hypothèses, que le destinataire de l'information prennent les mêmes engagements de confidentialité que ceux prévus au présent Article.

Par ailleurs, les obligations résultant du présent Article ne s'appliquent pas :

- si la Partie destinataire de l'information apporte la preuve que celle-ci, au moment de sa communication, était déjà accessible au public ;
- si la Partie destinataire apporte la preuve que depuis sa communication, cette information a été licitement reçue d'un tiers, ou est devenue accessible au public ;
- aux informations confidentielles communiquées, conformément aux dispositions légales et réglementaires, sous une forme agrégée à partir de laquelle aucune donnée spécifique à un acteur de marché ne peut être déduite ;
- aux informations dont la publication est explicitement prévue par les présentes Règles IFB.

Chaque Partie s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour faire respecter la présente obligation de confidentialité par son personnel.

Chaque Partie Notifiée, dans les plus brefs délais, à l'autre Partie toute violation des obligations découlant du présent Article.

Les Parties s'engagent à respecter le présent engagement de confidentialité pendant toute la durée de l'Habilitation et pendant une période de cinq (5) années suivant la suppression de l'Habilitation, pour quelque cause que ce soit.

#### **Article 4.06 Force Majeure**

Par Force Majeure, l'on entend tout événement ou situation imprévisible qui échappe au contrôle raisonnable des Parties, non imputable à une faute d'une des Parties, qui ne peut être raisonnablement évité ou surmonté et qui rend l'exécution des obligations découlant des Règles IFB temporairement ou définitivement impossible.

La Partie qui invoque la Force Majeure Notifie à l'autre Partie, dans les plus brefs délais, la nature de l'événement de Force Majeure invoqué et sa durée probable.

Les obligations des Parties soumises à un événement de Force Majeure, à l'exception de celle de confidentialité définie à l'Article 4.05, sont suspendues dès la date de réception de la Notification.

Les Parties n'encourent aucune responsabilité et ne sont tenues d'aucune obligation de réparation des dommages subis du fait de l'inexécution ou de l'exécution défectueuse de tout ou partie de leurs obligations, lorsque cette inexécution ou cette exécution défectueuse a pour cause la survenance d'un événement de Force Majeure.

La Partie qui invoque la Force Majeure a l'obligation de mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour en limiter sa portée et sa durée.

Si un événement de Force Majeure a une durée supérieure à trente (30) Jours, l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières peut suspendre l'Habilitation du Participant et/ou le Participant peut demander la suppression de son Habilitation si l'événement de Force Majeure porte atteinte aux obligations essentielles des Parties découlant des présentes Règles IFB, par Notification par lettre recommandée avec avis de réception, dûment motivée. La suppression ou suspension de l'Habilitation prendra effet à la date de réception de ladite Notification.

La suppression de l'Habilitation pour cause de Force Majeure entraîne automatiquement la fin de l'Accord de Participation aux Règles IFB.

#### **Article 4.07 Droit et langue applicables**

Les Règles IFB sont régies par le droit français.

Nonobstant toutes traductions qui pourraient en être faites, signées ou non, la langue faisant foi pour l'interprétation ou l'exécution des Règles IFB est le français.

#### **Article 4.08 Règlement des différends**

En cas de différend relatif à l'interprétation ou l'exécution des Règles IFB, les Parties s'engagent à se rencontrer en vue de rechercher une solution amiable.

A cet effet, la Partie demanderesse Notifie à l'autre Partie, par lettre recommandée avec avis de réception :

- la référence de l'Accord de Participation IFB ; et
- l'objet du différend ; et
- la proposition d'une rencontre en vue de régler à l'amiable le différend.

A défaut d'accord à l'issue d'un délai de trente (30) Jours à compter de la date de la Notification susvisée, chacune des Parties peut saisir le Tribunal de Commerce dans le ressort duquel est domicilié l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières.

Rien dans le présent Article ne saurait empêcher les Parties d'introduire une procédure en référé devant le Tribunal de commerce dans le ressort duquel l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra Journalières a son siège social.

#### **Article 4.09 Modalités de révision des Règles IFB**

Les Règles IFB peuvent être modifiées, en tout ou par Chapitre, conjointement par les GRTs dans le but de les clarifier et/ou de les compléter.

De plus, les Règles IFB sont sujettes à des conditions légales et techniques au moment de leur création.

Si ces conditions devaient changer matériellement, en particulier suite à des exigences légales, l'action prise par des autorités ou des règles imposées par les autorités de régulation, les Règles IFB seront le cas échéant modifiées.

Les GRTs communiquent à leurs Participants tout projet de modification des Règles et, en tant que de besoin, chacun des GRTs définit pour ce qui le concerne si un processus d'information complémentaire des acteurs du marché doit être envisagé dans son pays.

Les Règles IFB modifiées deviendront effectives après approbation de la CRE et de la CREG, les autorités de régulation respectivement française et belge, et après publication sur le Site Internet de l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières et, le cas échéant, des GRTs.

La modification des Règles IFB est sans impact sur la validité de l'Accord de Participation aux Règles IFB signé par le Participant. Cet Accord continue à produire ses effets et emporte acceptation des modifications intervenues dans les Règles IFB, sans préjudice du droit du Participant de demander la suppression de son Habilitation conformément à l'Article 3.04(c).

## **CHAPITRE 2 : LES ALLOCATIONS INFRA JOURNALIERES**

### **Section V. Déroulement des Allocations Infra journalières**

#### **Article 5.01 Déroulement des Allocations Infra journalières**

L'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières publie, sur son Site Internet, la Capacité Disponible pour un Guichet donné.

Les Demandes de Capacité Infra journalières sont Notifiées à l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières :

- à partir de 14H00 en J-1 pour le premier Guichet et, pour les autres Guichets, après le Guichet qui précède le Guichet concerné; et
- avant le Guichet concerné.

Les douze (12) Guichets sont:

Guichet (G)	Heure limite d'envoi par l'OEC des Autorisations d'Accès Infra journalières (G+30 min)	Pour information : Heure limite de réception des Nominations par les GRTs (G+1H)	Pour information : Heure limite d'envoi des confirmations des Nominations par les GRTs (G+1H45)	Période de Livraison
J-1 21H00	J-1 21 H 30	J-1 22H00	J-1 22H45	00H00 – 24H00
J-1 23 H 00	J-1 23 H30	00 H00	00 H45	01H00 – 24H00
01 H 00	01 H 30	02H00	02H45	03H00 – 24H00
03 H 00	03 H 30	04 H00	04 H45	05H00 – 24H00
05 H 00	05 H 30	06H00	06H45	07H00 – 24H00
07 H 00	07H30	08 H00	08 H45	09H00 – 24H00
09 H 00	09H30	10H00	10H45	11H00 – 24H00
11 H 00	11H30	12 H00	12 H45	13H00 – 24H00
13 H 00	13H30	14H00	14H45	15H00 – 24H00
15 H 00	15H30	16 H00	16 H45	17H00 – 24H00
17 H 00	17H30	18H00	18H45	19H00 – 24H00
19 H 00	19H30	20 H00	20 H45	21H00 – 24H00

Les Journées de passage de l'Heure d'hiver à l'Heure d'été, le Guichet de 01H00 est supprimé.

## **Article 5.02 Soumission d'une Demande de Capacité Infra journalière**

### **(a) Format d'une Demande de Capacités Infra journalière**

Une Demande de Capacité Infra journalière porte sur l'ensemble des Pas Horaires de la Période de Livraison correspondant au Guichet. Le volume de Capacité demandée peut varier d'un Pas Horaire à l'autre.

Une Demande de Capacité Infra journalière doit être soumise, dans les délais spécifiés à l'Article 5.01, conformément au format et au mode de transmission défini dans les Règles SI. En cas de non-respect de ces conditions, la Demande de Capacité Infra journalière du Participant n'est pas prise en compte.

Le Participant peut modifier sa Demande de Capacité Infra journalière en Notifiant à l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières une nouvelle Demande de Capacité Infra journalière valide qui annule et remplace la précédente. Cette nouvelle Demande de Capacité Infra journalière devient la Demande de Capacité Infra journalière active.

La Demande de Capacité Infra journalière prise en compte par l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières pour un Guichet donné est la dernière Demande de Capacité Infra journalière valide reçue avant le Guichet.

### **(b) Mandat pour la soumission de Demande de Capacités Infra journalières**

Dans le cas où le Participant souhaite mandater un autre Participant pour le dépôt de Demandes de Capacités Infra journalières, il devra remplir les conditions de l'annexe 9 des Règles I/E. Le mandat de Nomination prévu par l'article 6.3.1 des Règles I/E emporte mandat pour la soumission éventuelle d'une Demande de Capacité Infra journalière.

### **(c) Limitation**

Un Participant peut avoir au maximum une Demande de Capacité Infra journalière active par Guichet et par sens de l'Interconnexion.

Les Demandes de Capacité Infra journalières doivent être exprimées en MW entiers.

## **Article 5.03 Mode Dégradé des Allocations Infra journalières et suppression de Guichet**

### **(a) Indisponibilité programmée**

Certaines opérations de maintenance peuvent entraîner l'indisponibilité momentanée du Système d'Information ou des systèmes de Nomination des GRTs en infra journalier. Ces indisponibilités programmées peuvent entraîner la suppression d'un ou plusieurs Guichets. La suppression de ces Guichets ne donne lieu à aucune indemnisation.

L'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières s'efforcera de minimiser la gêne occasionnée au Participant.

Lorsque l'indisponibilité programmée entraîne la suppression d'un ou plusieurs Guichets, l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières prévient le Participant avec un préavis raisonnable.

### **(b) Indisponibilité non programmée**

En cas d'indisponibilité non programmée ou de difficultés techniques dans le fonctionnement du Système d'Information, l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières s'engage :

- à informer le Participant le plus rapidement possible ;
- à Notifier au Participant, par messagerie électronique ou par télécopie, l'Heure de début du passage au Mode Dégradé des Allocations Infra journalières ainsi que les modalités qu'il devra respecter pour effectuer la Notification de ses Demandes de Capacité Infra journalières ;
- à Notifier au Participant l'Heure de fin du Mode Dégradé des Allocations Infra journalières et, le cas échéant, l'Heure à laquelle le Participant peut à nouveau soumettre des Demandes de Capacité Infra journalières pour le prochain Guichet disponible.

En dernier recours, l'indisponibilité non programmée du Système d'Information ou des systèmes de Nomination des GRTs peut entraîner la suppression d'un ou plusieurs Guichets. La suppression de ces Guichets ne donne lieu à aucune indemnisation.

L'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières veillera à ce que les indisponibilités non programmées du Système d'Information ne dépassent pas soixante (60) Heures d'indisponibilités par année civile.

L'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières ne peut en aucun cas être mis en cause s'il ne parvient pas à joindre les Participants par le biais des moyens d'information ci-dessus.

## **Section VI. Détermination des Capacités Allouées**

### **Article 6.01 Méthode de détermination des Capacités Allouées**

Si la somme des Demandes de Capacité Infra journalières Notifiées lors d'un Guichet est supérieure à la Capacité Disponible pour ce Guichet, les attributions se font proportionnellement au nombre de Participants à ce Guichet et à la Demande de Capacité Infra journalière selon un algorithme itératif favorisant les petites Demandes de Capacité Infra journalières tel que présenté ci-après.

Pour chaque sens de l'Interconnexion France-Belgique et pour chaque Pas Horaire, l'algorithme de calcul des Capacités Allouées infra journalières est constitué des éléments suivants :

$C^0$  défini comme la Capacité Disponible pour le Guichet concerné;

$C^n$  défini comme la Capacité Disponible non encore attribuée à l'issue de l'itération n.

$D_i^0$  défini comme le volume de la Demande de Capacité Infra journalière i ;

$D_i^n$  défini comme le volume de la Demande de Capacité Infra journalière i non encore satisfaite à l'issue de l'itération n;

$N^0$  défini comme le nombre de Demandes de Capacité Infra journalière déposées lors du Guichet concerné ;

$N^n$  défini comme le nombre de Demandes de Capacité Infra journalière pour lesquelles  $D_i^n$  est non nulle ;

$V_i^n$  défini comme la Capacité attribuée à la Demande de Capacité Infra journalière i à l'issue de l'itération n avec  $V_i^0=0$  pour chaque Demande de Capacité Infra journalière i ;

$\Sigma_i$  signifiant « somme pour tout i ».

L'algorithme itératif pour le tour n, n commençant à 1, est le suivant :

1. On définit  $X^n$  comme la partie entière du rapport  $C^{n-1}$  sur  $N^{n-1}$  ;
2. Pour toute Demande de Capacité Infra journalière i,  $V_i^n = \min(X^n ; D_i^{n-1})$  et  $D_i^n = D_i^{n-1} - V_i^n$  ;
3.  $C^n = C^{n-1} - \Sigma_i(V_i^n)$  ;
4. Si  $C^n$  est inférieure à  $N^n$ , alors le calcul est terminé, sinon on augmente n de un (1) et on reprend l'algorithme itératif au début.

La Capacité Allouée à la Demande de Capacité Infra journalière i est égale à la somme des  $V_i^n$  pour tout n. Celle-ci peut être égale ou inférieure à la Demande de Capacité Infra journalière et éventuellement nulle.

L'Allocation de Capacité inférieure à la Demande de Capacité Infra journalière ne donne lieu à aucune indemnisation.

Du fait de la gestion des arrondis, cet algorithme itératif peut conduire à attribuer légèrement moins de Capacité (au plus  $N^0$  MW) que la Capacité Disponible pour le Guichet concerné ( $C^0$ ). Dans ce cas, la Capacité subsistante n'est pas Allouée au Guichet concerné.

## Section VII. Règles d'utilisation des Capacités

### Article 7.01 Autorisation d'Accès Infra journalière

Au plus tôt après le Guichet et au plus tard trente (30) minutes après le Guichet, l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières Notifie au Participant une Autorisation d'Accès Infra journalière précisant les Capacités Allouées par Pas Horaire, à l'Allocation Infra journalière, Capacités Allouées qui peuvent être inférieures ou égales aux Demandes de Capacité Infra journalières, voire nulles.

### Article 7.02 Utilisation des Autorisations d'Accès Infra journalière.

#### (a) Nomination

Suite aux Allocations Infra journalières, les Agents de Nomination doivent Nommer leurs Programmes d'Echange conformément aux règles de Nomination décrites dans :

- les Règles I/E pour les Nominations auprès de RTE ; et
- le Contrat ARP pour les Nominations auprès d'ELIA.

Ces Programmes d'Echange doivent respecter en particulier l'Autorisation d'Accès Infra journalière visée à l'Article 7.01.

**(b) Use it or lose it**

Le Participant perd le bénéfice des Capacités infra journalières pour lesquelles un Programme d'Echange n'a pas été Nominé conformément au paragraphe (a), et ce sans compensation financière.

**Article 7.03 Accès au Système d'Information**

Pour Notifier des Demandes de Capacité Infra journalières ainsi que pour recevoir les Autorisations d'Accès Infra journalières, le Participant accède au Système d'Information et utilise les applications mises à sa disposition selon les modalités définies par l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières dans les Règles SI.

La liste des applications du Système d'Information est fournie en ANNEXE 2.

Le Participant désigne dans la « Fiche d'Identification des Représentants du Participant » dont le modèle est fourni dans les Règles SI, les personnes qu'il autorise à agir en son nom et pour son compte via chaque application à laquelle il a accès.

## **ANNEXE 1 Accord de Participation aux Règles d'Allocation des Capacités sur l'Interconnexion France-Belgique (Règles IFB)**

**ACCORD DE PARTICIPATION N° \_\_\_\_\_<sup>1</sup>**

### **POUR**

XXX, société [indiquer la forme sociale], au capital de \_\_\_\_\_ €, dont le siège social est situé à \_\_\_\_\_ [indiquer l'adresse complète], immatriculée \_\_\_\_\_ [N° RCS Ville] et dont le numéro de TVA intracommunautaire est \_\_\_\_\_ représentée par \_\_\_\_\_ agissant en qualité de \_\_\_\_\_

Ci-après dénommée « Participant »,

### **ARTICLE 1. Définitions**

Tous les mots ou groupes de mots utilisés dans le présent Accord de Participation ayant leur première lettre en majuscule ont la signification qui leur est donnée dans les Règles IFB telles que publiées sur le Site Internet de l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières.

### **ARTICLE 2. Objet**

Par la signature de cet Accord de Participation, le Participant déclare avoir pris connaissance et accepter de se conformer aux Règles IFB.

### **ARTICLE 3. Accès au réseau**

En application des Règles IFB, le Participant déclare être signataire :

- d'un Accord de Participation aux Règles I/E nécessaire pour effectuer des exportations ou des importations depuis ou vers le Système Electrique français et disposer des transactions nécessaires auprès de RTE ;
- d'un Contrat ARP nécessaire pour effectuer des exportations ou des importations depuis ou vers le Système Electrique belge.

### **ARTICLE 4. Accès au Système d'Information**

Par la signature de cet Accord de Participation, le Participant reconnaît disposer et avoir pris connaissance des Règles SI et s'engage à les respecter.

### **ARTICLE 5. Coordonnées du Participant**

CODE EIC :	
------------	--

### **Toutes correspondances**

Interlocuteurs :	
------------------	--

<sup>1</sup> Complété par l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières lors de la confirmation de l'Habilitation

Adresse :	
Téléphone :	
Télécopie :	
Courrier électronique :	

## ARTICLE 6. Coordonnées de l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières

### Toutes correspondances

Interlocuteur :	
Adresse :	RTE – CNES Service Relations Clientèle Bâtiment La Rotonde 204, boulevard Anatole France 93206 Saint-Denis Cedex 06 FRANCE
Téléphone :	
Télécopie :	(33) 1 41.66 72 65
Courrier électronique :	

### Allocations Infra journalières

Interlocuteur :	Service Conduite du réseau et des Interconnexions du CNES
Téléphone :	(33) 1 41 66 70 90
Télécopie :	(33) 1 41 66 70 70

## ARTICLE 7. Modification de données

Le Participant s'engage à Notifier à l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières toute modification des données fournies par le Participant dans le présent Accord de Participation au plus tard sept(7) Jours avant son entrée en vigueur.

## ARTICLE 8. Prise d'effet

Le présent Accord de Participation prend effet au \_\_\_\_\_<sup>2</sup>

L'Accord de Participation prendra fin conformément aux Règles IFB.

Pour le Participant :

Pour l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières :

Nom et qualité du représentant légal :

Nom et qualité du représentant légal :

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

<sup>2</sup> Complété par l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières lors de la confirmation de l'Habilitation



Date : \_\_\_\_\_

Signature :  
\_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Signature :  
\_\_\_\_\_

## **ANNEXE 2 Liste des applications de l'Opérateur Conjoint d'Allocations Infra journalières utilisées pour l'exécution des Règles IFB**

Application « TRANSIT INFRA » : gestion des Allocations Infra journalières.